

analyse par la direction

23 Énoncés prospectifs

23 Vue d'ensemble

23 Vision et stratégies

24 Indicateurs de rendement clés

25 Résultats d'exploitation

- Chiffre d'affaires
- Bénéfice d'exploitation
- Intérêts débiteurs
- Impôts sur les bénéfices
- Bénéfice net

29 Situation financière

- Ratios financiers
- Dividendes sur les actions ordinaires
- Situation de trésorerie et sources de financement
 - Sources de financement
 - Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation
 - Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement
 - Flux de trésorerie liés aux activités de financement

33 Risques d'exploitation et gestion des risques

- Industrie et concurrence
- Saisonnalité
- Fournisseurs de services indépendants
- Régimes de retraite, avantages complémentaires de retraite et avantages postérieurs à l'emploi
- Prix de l'électricité
- Relations de travail
- Développement du leadership
- Assurance
- Sécurité alimentaire
- Environnement et santé et sécurité au travail

37 Risques financiers et gestion des risques

- Contrepartie
- Crédit
- Devises
- Taux d'intérêt
- Cours des actions ordinaires

38 Conventions comptables mises en œuvre en 2002

39 Conventions comptables futures

39 Perspectives

40 Information financière trimestrielle

La présente analyse par la direction (« l'analyse ») de Les Compagnies Loblaw limitée (la « société » ou « Loblaw ») qui suit devrait être lue en parallèle avec les états financiers consolidés et les notes afférentes, qui se trouvent aux pages 41 à 57 du présent rapport annuel. Un glossaire des termes utilisés dans le présent rapport annuel est indiqué à la page 60.

ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Le présent rapport annuel ainsi que l'analyse contiennent certains énoncés prospectifs. Ces énoncés ont trait notamment à l'augmentation du chiffre d'affaires, à l'intégration des activités d'exploitation des entreprises acquises, à l'expansion et à la croissance des affaires de la société, aux futures dépenses en immobilisations et à la stratégie d'entreprise. Ces énoncés prospectifs sont assujettis à des incertitudes et risques inhérents qui comprennent, sans toutefois s'y limiter : la conjoncture économique sectorielle, les changements relatifs aux relations avec les fournisseurs, les pressions exercées sur les prix et d'autres facteurs concurrentiels, la disponibilité et les coûts des matières premières, du carburant et des services publics, les résultats des efforts constants de la société pour améliorer la rentabilité, le taux de rendement des actifs des régimes de retraite de la société, les modifications des exigences réglementaires qui touchent les affaires de la société ainsi que la disponibilité et les modalités de financement. Les rubriques Risques d'exploitation et risques financiers et Gestion des risques de cette analyse présentent d'autres risques. Par conséquent, il est possible que les résultats et événements réels diffèrent considérablement de ceux qui sont inclus, envisagés ou sous-entendus dans ces énoncés.

VUE D'ENSEMBLE

Loblaw est la plus grande entreprise de distribution alimentaire du Canada et exerce ses activités partout au pays. Loblaw se concentre sur la vente au détail de produits alimentaires et accroît son assortiment de produits et de services non alimentaires en ayant comme objectif de fournir aux consommateurs, sous un seul toit, ce qu'il y a de mieux pour combler leurs besoins courants. En tant que filiale de George Weston limitée, Loblaw procure au marché canadien des produits et services innovateurs depuis plus de 45 ans.

VISION ET STRATÉGIES

Loblaw s'efforce d'offrir des rendements supérieurs à ses actionnaires en cherchant à faire augmenter la valeur des actions ordinaires, en versant des dividendes et en maximisant sa part du marché et sa souplesse d'exploitation. Forte de sa bonne situation financière, Loblaw cherche à réaliser une croissance stable à long terme tout en prenant des risques calculés.

Loblaw est d'avis que pour réussir dans le secteur canadien de la distribution alimentaire, elle doit offrir ce qu'il y a de mieux aux consommateurs, sous un seul toit, et lancer sans cesse des produits avant-gardistes et des services pratiques pour satisfaire tous leurs besoins courants.

L'objectif à long terme de Loblaw est d'être reconnue pour :

- ses aliments frais de qualité supérieure,
- sa valeur inégalée et son choix irrésistible de produits alimentaires,
- ses qualités de chef de file dans la mise au point de produits de marques contrôlées et de services uniques et de qualité supérieure,
- son éventail important et attirant de marchandise non alimentaire,
- être une société à la croissance soutenue grâce à ses méthodes à la fois distinctes et intégrées sur le marché,
- son milieu de travail formidable et enrichissant.

La société a recours à diverses stratégies opérationnelles et financières, dont certaines peuvent comporter des risques à court terme, afin d'atteindre ses objectifs à long terme.

Les stratégies d'exploitation de la société :

- utiliser les flux de trésorerie générés par l'entreprise pour investir dans son avenir,
- être propriétaire de ses biens immobiliers, lorsque cela est possible, afin de maximiser la souplesse en ce qui concerne les produits et les occasions d'affaires à l'avenir,
- employer une approche multi-formats afin d'optimiser sa part de marché à plus long terme,
- se concentrer sur les aliments tout en répondant aux besoins quotidiens de la clientèle,
- fidéliser les clients et accroître la compétitivité des prix par le biais d'un programme supérieur de marques contrôlées,
- mettre en œuvre des plans et des programmes sans faille,
- s'efforcer constamment d'améliorer notre proposition de valeur.

Les stratégies financières de la société :

- maintenir un bilan solide,
- utiliser des instruments financiers pour minimiser les risques et les coûts de ses activités de financement et d'exploitation,
- prendre des dispositions pour maintenir la liquidité et s'assurer l'accès aux marchés financiers.

La société estime qu'en réussissant à mettre en œuvre ses diverses stratégies opérationnelles et financières et en continuant d'axer ses efforts sur le secteur de l'alimentation tout en répondant aux besoins courants des consommateurs, elle sera bien placée pour procurer des rendements durables à ses actionnaires.

INDICATEURS DE RENDEMENT CLÉS

La société examine et surveille continuellement ses activités et ses indicateurs de rendement, processus qu'elle estime essentiel pour évaluer le succès de la mise en œuvre de ses stratégies d'exploitation et financières. Quelques-uns des indicateurs de rendement clés de l'exploitation de la société sont présentés ci-dessous. D'autres comprennent ce qui suit : part de marché, mise au point de nouveaux produits de marques contrôlées et gestion des coûts d'exploitation et d'administration.

INDICATEURS DE RENDEMENT CLÉS

	2002	2001
Croissance du chiffre d'affaires	7,4 %	6,8 %
Croissance du bénéfice net de base par action ordinaire 1)	29,4 %	19,3 %
Ratio de la dette nette sur les capitaux propres	0,71:1	0,76:1
Rendement de l'avoir moyen des porteurs d'actions ordinaires	18,9 %	16,8 %

1) Compte tenu de l'ajustement du bénéfice net de base par action ordinaire de 2001 en raison de l'exclusion des charges au titre des écarts d'acquisition, le bénéfice net de base par action ordinaire a augmenté de 20,0 % sur une base comparable en 2002.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

(en millions de dollars, sauf indication contraire)	2002	2001	Variation
Chiffre d'affaires	23 082 \$	21 486 \$	7,4 %
Bénéfice d'exploitation	1 303 \$	1 136 \$	14,7 %
Marge d'exploitation	5,6 %	5,3 %	
BAlIA 1)	1 657 \$	1 451 \$	14,2 %
Marge BAlIA 1)	7,2 %	6,8 %	

1) La société a inclus des informations relatives au BAlIA car elle estime que certains investisseurs l'utilisent pour évaluer le rendement financier. Le terme BAlIA n'a pas de signification normalisée conformément aux PCGR du Canada et ne peut donc être comparé à des mesures portant le même nom et présentées par d'autres sociétés ouvertes. Cette mesure ne doit pas être interprétée comme un substitut aux flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation ou au bénéfice d'exploitation, déterminés conformément aux PCGR du Canada, à titre de mesure des liquidités ou du bénéfice. Le BAlIA est calculé comme suit : le bénéfice d'exploitation de 1 303 millions de dollars (1 136 millions de dollars en 2001) plus l'amortissement de 354 millions de dollars (315 millions de dollars en 2001).

CHIFFRE D'AFFAIRES Le chiffre d'affaires a augmenté de 7,4 % pour s'établir à 23,1 milliards de dollars, contre 21,5 milliards de dollars en 2001. Une bonne croissance du chiffre d'affaires a été réalisée d'un bout à l'autre du pays, malgré notre intensification de la baisse des prix au Québec, les conséquences, bien que minimes, de la grève de Fortinos et le ralentissement au deuxième trimestre de 2002 attribuable à la grève de deux semaines dans les magasins Superstore en Saskatchewan et au temps anormal pour la saison en Ontario et au Québec. Notre programme de bas prix au Québec continue de générer des volumes accrus dans cette région.

L'augmentation du chiffre d'affaires a découlé de ce qui suit :

- une croissance de 4,6 % du chiffre d'affaires des magasins comparables dont une partie était liée à la rénovation ou à l'agrandissement mineur de 84 magasins,
- une augmentation nette de 6,9 % de la superficie en pieds carrés des magasins au détail liée à l'ouverture de 75 nouveaux magasins détenus par la société et magasins franchisés et la fermeture de 58 magasins. La superficie moyenne pondérée en pieds carrés des magasins a augmenté de 6,2 %, compte tenu des fermetures.

L'inflation du prix des aliments à l'échelle nationale est demeurée faible en 2002, tandis que la croissance du chiffre d'affaires en 2001 était attribuable en partie à une certaine incidence d'inflation du prix des aliments au début de l'exercice (principalement pour la viande et les fruits et légumes frais).

Nos marques contrôlées comme *le choix de nounours*, *Klöz for Kids* et *HIGHER STATE* offrent la sélection, l'utilité et la qualité à des prix concurrentiels. Notre rayon de vêtements pour enfants est maintenant offert dans plus de 280 magasins.

Reconnaissant l'importance de bons repas, nous réinventons sans cesse des aliments surgelés et préparés pour les gens très occupés. En tenant compte des tendances de l'heure, nous offrons une vaste gamme de repas à emporter pour déguster à la maison.



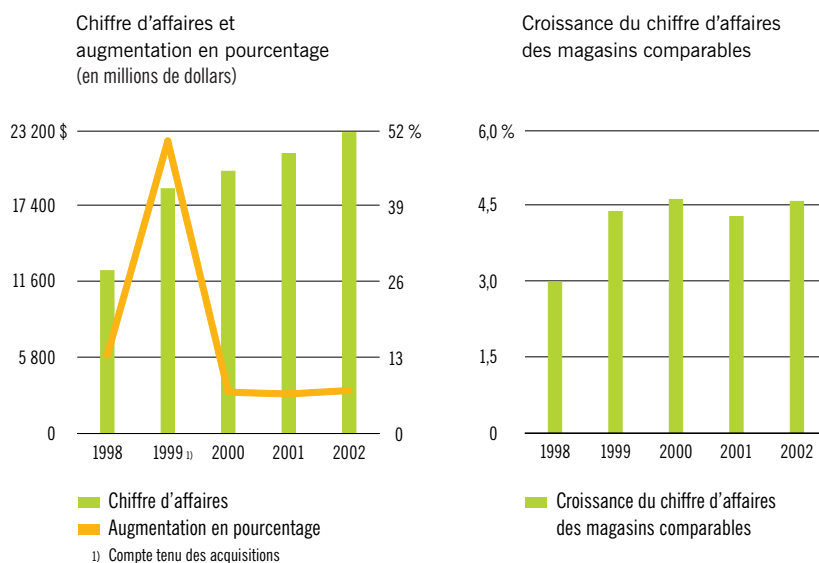
La stratégie qui consiste à engager des dépenses en immobilisations considérables chaque année, a été couronnée de succès, comme en témoignent le chiffre d'affaires élevé et la tendance de la croissance du chiffre d'affaires des magasins comparables au cours des dernières années. Au cours des trois derniers exercices, la hausse du chiffre d'affaires et l'augmentation du chiffre d'affaires des magasins comparables ont atteint en moyenne 7,1 % et 4,5 % respectivement. Cet essor s'est également manifesté dans le chiffre d'affaires par pied carré moyen des magasins détenus par la société qui est passé de 557 \$ en 1999 à 575 \$ en 2002. Depuis l'an 2000, la société a investi par année approximativement 1 milliard de dollars en dépenses en immobilisations et prévoit les augmenter à environ 1,3 milliard de dollars en 2003, par l'accroissement de son réseau de magasins et le renforcement de ses magasins existants en les rénovant, en les agrandissant ou en les remplaçant. En 2003, la société prévoit ouvrir, agrandir ou rénover plus de 160 magasins détenus par la société et magasins franchisés partout au Canada.

Le chiffre d'affaires des marques contrôlées a atteint 4,9 milliards de dollars en 2002 et leur pénétration sur le marché, évaluée comme pourcentage du chiffre d'affaires de détail de la société, a progressé et est passé de 21,9 % en 2001 à 23,6 %. La société a lancé environ 1 000 nouveaux produits de marques contrôlées en 2002, y compris 100 nouveaux produits de marchandise générale PC. Le programme des marques contrôlées de la société, qui comprend *le Choix du Président*, PC, *le Choix du Président Biologique*, *sans nom*, *Formats Club*, *PRODUIT VERT*, *BON AU POSSIBLE* et *EXACT* apporte d'autres possibilités de croissance du chiffre d'affaires.

D'importantes occasions de croissance s'offrent également à la société à mesure qu'elle se positionne sur le marché de la marchandise générale et des stations-service dans l'Est du Canada, s'appuyant sur le succès qu'elle a remporté dans l'Ouest canadien. La société exploite actuellement 96 stations-service dans l'Ouest du Canada et cinq stations-service ont pénétré le marché de l'Ontario en 2002. En 2003, la société prévoit ouvrir environ 30 stations-service en Ontario, au Québec et dans les provinces de l'Atlantique.

Loblaw estime que les initiatives décrites ci-après engendreront une progression constante du chiffre d'affaires au cours de chacun des prochains exercices :

- le maintien des dépenses en immobilisations dans son réseau de magasins,
- l'expansion des offres de marchandise non alimentaire et générale,
- l'ouverture de stations-service supplémentaires,
- la mise au point continue de nouveaux produits de marques contrôlées.



BÉNÉFICE D'EXPLOITATION En 2002, le bénéfice d'exploitation a augmenté de 167 millions de dollars, ou 14,7 %, pour atteindre 1,3 milliard de dollars, ce qui comprend un coût de rémunération de 14 millions de dollars (21 millions de dollars moins l'incidence de la juste valeur de 7 millions de dollars des contrats à terme de capitaux propres) relativement à la nouvelle norme comptable canadienne portant sur les rémunérations et autres paiements à base d'actions mise en œuvre en 2002. Les marges brutes se sont raffermies et la marge d'exploitation a augmenté pour atteindre 5,6 % par rapport à 5,3 % en 2001. Toutes les régions du pays ont réalisé une amélioration du bénéfice par rapport à 2001. La marge BAIIA a augmenté pour s'établir à 7,2 %, contre 6,8 % en 2001, et se compare avantageusement avec les autres entreprises du secteur de la distribution alimentaire en Amérique du Nord. Les marges continuent de s'améliorer grâce à :

- la meilleure gestion globale de l'assortiment de produits en magasin,
- l'application continue de mesures visant le contrôle des frais d'administration et la réalisation d'efficience d'exploitation, en particulier l'insistance sur le contrôle de la perte des stocks et la gestion des relations de travail,
- la réduction du coût des marchandises découlant des synergies d'achat,
- la consolidation des assises des magasins ouverts au cours des derniers exercices.

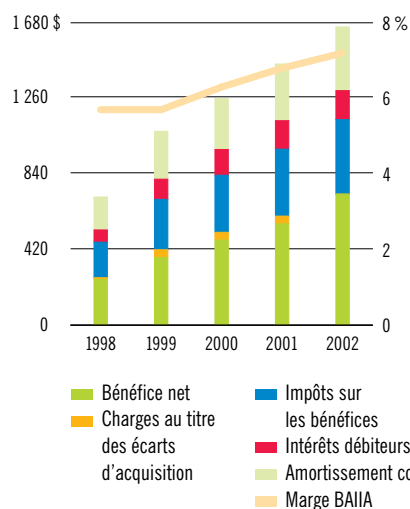
Le bénéfice d'exploitation de la société devrait continuer de progresser à un taux comparable aux taux récents, grâce à la hausse constante du chiffre d'affaires et à la poursuite des initiatives décrites précédemment ainsi qu'aux facteurs suivants :

- l'optimisation de la chaîne d'approvisionnement et de la logistique de la société,
- le déploiement constant des services et produits des *Services financiers le Choix du Président*.

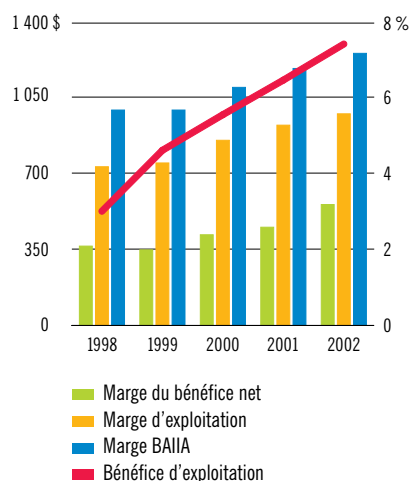
INTÉRÊTS DÉBITEURS Les intérêts débiteurs comprennent principalement les intérêts sur la dette à court et à long terme, l'amortissement des frais de financement reportés et l'incidence de l'élément intérêts des swaps de taux d'intérêt, des crédits croisés, des contrats à terme de capitaux propres et des intérêts créditeurs gagnés sur les placements à court terme. En 2002, les intérêts débiteurs ont augmenté de 3 millions de dollars, ou de 2 %, pour s'établir à 161 millions de dollars par rapport à 158 millions de dollars en 2001.

Les intérêts créditeurs nets à court terme ont diminué à 17 millions de dollars (23 millions de dollars en 2001) en raison principalement de taux d'intérêt nets moyens inférieurs sur les placements à court terme et les effets commerciaux.

Analyse du BAIIA et marge BAIIA
(en millions de dollars)



Bénéfice d'exploitation et marges
(en millions de dollars)



La société capitalise les intérêts imputés sur la dette liée à ses biens immobiliers en voie d'aménagement. Au cours de 2002, des intérêts débiteurs de 30 millions de dollars (27 millions de dollars en 2001) ont été capitalisés au titre de ces immobilisations.

Les intérêts sur la dette à long terme ont augmenté de 23 millions de dollars pour s'établir à 246 millions de dollars en 2002, par suite de l'augmentation du niveau moyen d'emprunt net contrebalancé partiellement par une diminution des taux d'emprunt nets moyens. D'autres intérêts à long terme tiennent compte de l'incidence positive nette des swaps de taux d'intérêt, des crédits croisés et des contrats à terme de capitaux propres de 38 millions de dollars (15 millions de dollars en 2001) de la société. En 2002, le taux d'intérêt moyen pondéré sur la dette à taux fixe à long terme (compte non tenu des obligations découlant de contrats de location-acquisition) a été de 7,0 % (7,1 % en 2001) et la durée moyenne pondérée jusqu'à l'échéance a été de 16 ans (16 ans en 2001). En 2003, les intérêts débiteurs devraient augmenter en raison du niveau supérieur des emprunts nets moyens.

ANALYSE DES COÛTS DE FINANCEMENT À LONG TERME

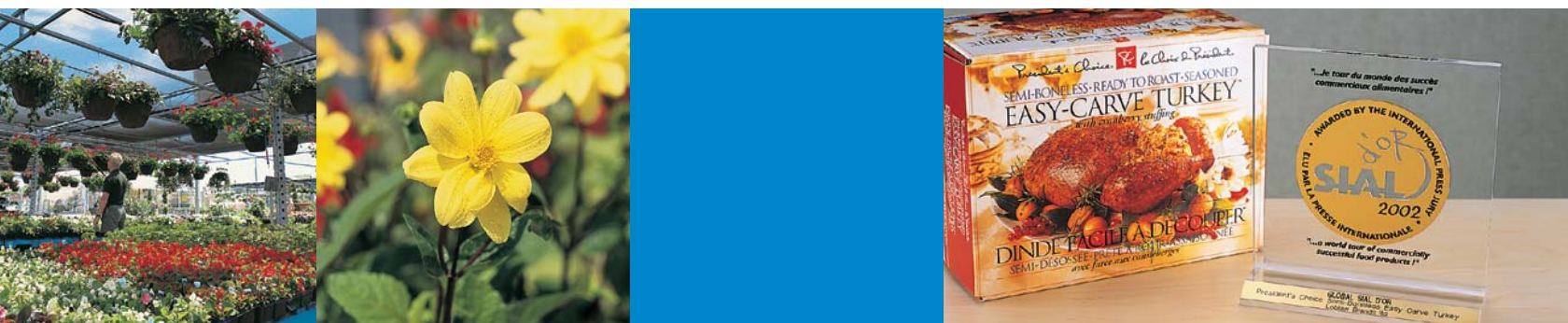
(en millions de dollars, sauf indication contraire)

	2002	2001
Total de la dette à long terme à la fin de l'exercice (y compris la tranche échéant à moins d'un an)	3 526 \$	3 414 \$
Intérêts sur la dette à long terme	246 \$	223 \$
Taux d'intérêt moyen pondéré de la dette à long terme	7,0 %	7,1 %
Couverture des intérêts	8,1:1	7,2:1

IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES Le taux d'imposition effectif de la société a diminué en 2002 pour s'établir à 36,3 %, comparativement à 39,7 % en 2001, ce qui s'explique en partie par la diminution des taux d'imposition fédéral et provinciaux canadiens. La diminution est également attribuable à l'incidence sur les impôts sur les bénéfices de l'évaluation à la juste valeur des contrats à terme de capitaux propres et de la nouvelle norme comptable qui prévoit l'abandon de l'amortissement des écarts d'acquisition, ces deux éléments ayant donné lieu à une diminution d'environ 2 % du taux d'imposition effectif de la société en 2002. Le taux d'imposition effectif de 2003 devrait baisser, conformément aux réductions des taux d'imposition annoncées antérieurement dans les budgets du fédéral et des provinces.

Dans nos 440 centres de jardinage extérieurs, nos consommateurs peuvent trouver tout le nécessaire pour embellir leur jardin. Des plantes annuelles et vivaces avant-gardistes, en passant par des produits de pépinière ou notre panoplie de différents types de terre, de fertilisants et d'accessoires.

Notre produit, la *Dinde facile à découper le Choix du Président*, a obtenu une reconnaissance internationale et a mérité le prix du « meilleur nouveau produit au monde » par SIAL lors du Salon international de l'alimentation en 2002.



BÉNÉFICE NET Le bénéfice net s'est accru de 165 millions de dollars, ou 29,3 %, pour s'établir à 728 millions de dollars, contre 563 millions de dollars en 2001, en raison des facteurs décrits dans les présentes. Le bénéfice net de base par action ordinaire a augmenté de 60 cents, ou 29,4 %, pour atteindre 2,64 \$, contre 2,04 \$ en 2001. Compte tenu de l'ajustement du bénéfice net de base par action ordinaire de 2001 en raison de l'exclusion des charges au titre des écarts d'acquisition, le bénéfice net de base par action ordinaire a augmenté de 44 cents, ou 20,0 %, sur une base comparable.

SITUATION FINANCIÈRE

RATIOS FINANCIERS En 2002, la société a maintenu une situation financière stable, comme en témoignent ses ratios financiers, son bilan et ses flux de trésorerie solides. Cette situation devrait se prolonger en 2003. Pour le 14^e exercice de suite, le ratio de la dette nette sur les capitaux propres était en deçà des limites établies dans les lignes directrices de la société quant au maintien d'un ratio inférieur à 1:1. Le ratio de 2002 s'est établi à 0,71:1 comparativement à celui de 0,76:1 en 2001. En 2002, les capitaux propres ont augmenté de 555 millions de dollars, soit de 16 %, pour atteindre 4,1 milliards de dollars. Le ratio de la dette nette sur les capitaux propres en 2003 devrait s'améliorer légèrement car la croissance des bénéfices non répartis dépassera vraisemblablement les exigences de financement de la dette. Le ratio de la couverture des intérêts s'est amélioré, s'établissant à 8,1 fois comparativement à 7,2 fois en 2001, principalement en raison de l'amélioration du bénéfice.

Le rendement de l'actif total moyen de la société en 2002 s'établit à 13,7 % comparé à 13,4 % en 2001 et continue sa progression après avoir tenu compte des importantes dépenses en immobilisations engagées ces dernières années. Le rendement de l'actif moyen des porteurs d'actions de la société en 2002 était de 18,9 % comparativement au rendement de 16,8 % en 2001. Cette amélioration est en partie due à l'abandon de l'amortissement des écarts d'acquisition conformément à la nouvelle norme comptable. Le rendement de l'actif moyen des porteurs d'actions des cinq derniers exercices a atteint 16,0 %.

DIVIDENDES SUR LES ACTIONS ORDINAIRES En matière de dividendes, la politique de la société consiste à maintenir des versements équivalant à environ 20 % à 25 % du bénéfice net de base normalisé par action ordinaire de l'exercice précédent, compte tenu de la situation de trésorerie à la fin de l'exercice, des exigences à l'égard des flux de trésorerie futurs et des occasions de placement. En 2002, le Conseil d'administration de la société (le « Conseil ») a déclaré des dividendes trimestriels de 12 cents par action ordinaire. Le dividende annualisé est de 48 cents par action ordinaire, soit 23,5 % du bénéfice net de base par action ordinaire de 2001, ce qui s'inscrit dans la politique de la société en matière de dividendes. Postérieurement à la fin de l'exercice, le Conseil a déclaré un dividende trimestriel de 15 cents par action ordinaire, payable le 1^{er} avril 2003.

SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT

SOURCES DE FINANCEMENT La société obtient son financement à court terme grâce à une combinaison des flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation, des espèces, des quasi-espèces, des placements à court terme, de la dette bancaire ainsi que de son programme d'effets commerciaux. Les espèces, les quasi-espèces, les placements à court terme de la société ainsi que des marges de crédit d'exploitation de 845 millions de dollars consenties par plusieurs banques appuient son programme d'effets commerciaux de 1,2 milliard de dollars. Les emprunts de la société sous forme d'effets commerciaux viennent généralement à échéance à moins de trois mois de la date d'émission, bien que leur durée puisse atteindre 364 jours.

La titrisation des sommes à recevoir sur cartes de crédit fournit à la Banque le Choix du Président (« la Banque PC »), filiale en propriété exclusive de la société, une source de fonds additionnelle en vue de l'exercice de ses activités. En vertu du programme de titrisation de la Banque PC, une partie du total des droits dans les sommes à recevoir sur cartes de crédit est vendue à une fiducie indépendante. En 2002, la Banque PC a titrisé des sommes à recevoir sur cartes de crédit de 244 millions de dollars (112 millions de dollars en 2001). La note 5 des états financiers consolidés présente de l'information sur les sommes à recevoir sur cartes de crédit et les activités de titrisation de la Banque PC.

Le financement à long terme de la société provient du recours à des programmes de billets à moyen terme (« BMT »). La société prévoit refinancer la dette à long terme actuelle lorsqu'elle arrivera à échéance et pourrait obtenir un financement à long terme supplémentaire à des fins d'exploitation ou pour des raisons stratégiques.

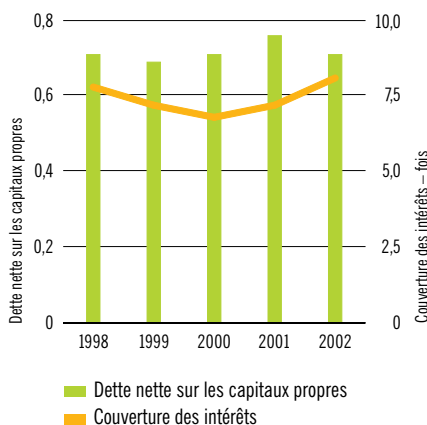
Dans le cours normal de ses activités, la société conclut certains accords tels que la fourniture de lettres de confort à des bailleurs de fonds tiers relativement à des activités de financement, y compris le financement obtenu par certains franchisés (sans recours ou responsabilité pour la société) et l'établissement de lettres de crédit. Ces accords sont d'une durée variée. Le passif total brut éventuel inhérent aux lettres de crédit s'élève à près de 179 millions de dollars (123 millions de dollars en 2001) à l'égard desquels la société détient 256 millions de dollars (240 millions de dollars en 2001) sous forme de facilités de crédit à sa disposition. La société a également fourni une garantie, au nom de la Banque PC, à MasterCard International Incorporated de 50 millions de dollars US (12 millions de dollars US en 2001), relativement aux obligations de la Banque PC visant à satisfaire ses engagements de règlement au titre de son programme de cartes de crédit.

La société peut puiser aux sources suivantes pour financer ses besoins de liquidités en 2003 : espèces, quasi-espèces, placements à court terme, flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation, programmes d'effets commerciaux, programmes de BMT et titrisation de nouvelles sommes à recevoir sur cartes de crédit découlant de la croissance future des activités de la Banque PC. En 2003, la société ne prévoit aucune difficulté à obtenir du financement à long terme en raison de ses cotes de solvabilité actuelles, conformes à celle de l'exercice précédent, et de son expérience antérieure sur les marchés financiers.

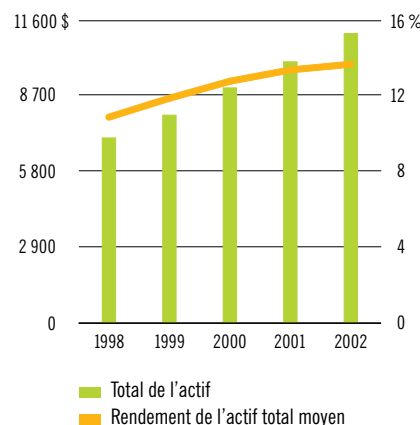
COTES DE SOLVABILITÉ (NORMES CANADIENNES)

	Dominion Bond Rating Service	Standard & Poor's
Effets commerciaux	R-1 (bas)	A-1 (moyen)
Billets à moyen terme	A (haut)	A
Autres billets et débetures	A (haut)	A

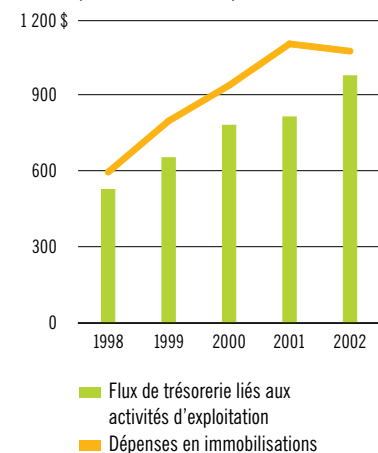
Dette nette sur les capitaux propres
et couverture des intérêts



Total de l'actif et
rendement de l'actif total moyen
(en millions de dollars)



Flux de trésorerie liés aux
activités d'exploitation et
dépenses en immobilisations
(en millions de dollars)



PRINCIPAUX ÉLÉMENTS DES FLUX DE TRÉSORERIE

(en millions de dollars)	2002	2001	Variation
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	981 \$	818 \$	20 %
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(978)\$	(1 281)\$	(24 %)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	245 \$	352 \$	(30 %)

FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS D'EXPLOITATION En 2002, les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation ont augmenté de 163 millions de dollars, ou 20 %, pour s'établir à 981 millions de dollars, comparativement à 818 millions de dollars en 2001. L'augmentation est principalement attribuable à l'amélioration du bénéfice net avant amortissement compensé par un placement accru dans le fonds de roulement hors caisse. En 2002, le fonds de roulement s'est établi à 372 millions de dollars, comparativement à 290 millions de dollars en 2001. L'évolution du fonds de roulement est surtout attribuable à l'augmentation des emprunts nets à court terme compensée par la progression du niveau des stocks et l'augmentation des sommes à recevoir sur cartes de crédit (déduction faite de la titrisation). L'accroissement des sommes à recevoir sur cartes de crédit a été principalement tributaire de la hausse du nombre de comptes.

Les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation de 2003 devraient augmenter à un taux correspondant à la croissance du bénéfice d'exploitation et devraient financer une part considérable des dépenses en immobilisations de la société en 2003.

FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT Les flux de trésorerie liés aux activités d'investissement se sont établis à 978 millions de dollars en 2002, comparativement à 1 281 millions de dollars en 2001.

Les dépenses en immobilisations ont totalisé 1,1 milliard de dollars (1,1 milliard de dollars en 2001), ce qui traduit l'engagement continu de la société à maintenir et à renouveler l'ensemble de ses immobilisations et à investir en vue de la croissance partout au Canada. Environ 80 % de ces dépenses en immobilisations ont été allouées aux nouveaux magasins, aux rénovations ou aux agrandissements, et le reste a été affecté au réseau de distribution, aux systèmes informatiques et à d'autres éléments d'infrastructure pour soutenir la croissance des magasins. Les dépenses en immobilisations continues de la société ont profité à divers degrés à toutes les régions et ont renforcé l'ensemble des magasins existants. Certains des nouveaux magasins de plus grande surface ont remplacé des magasins plus anciens, plus petits et moins efficaces qui n'offraient pas le vaste assortiment de produits et services auquel s'attend le consommateur d'aujourd'hui. La société a poursuivi le déploiement de son nouveau plan de magasin agrandi, qui est conçu pour offrir un plus vaste éventail d'articles d'usage courant.

En 2002, le programme de dépenses en immobilisations des magasins détenus par la société et des magasins franchisés a permis d'augmenter la superficie nette en pieds carrés pour la vente au détail de 6,9 % par rapport à 2001 – ce qui comprend l'incidence de l'ouverture et de la fermeture de magasins au cours de l'exercice. En 2002, 75 (61 en 2001) nouveaux magasins détenus par la société et magasins franchisés ont ouvert leurs portes et 84 (75 en 2001) magasins ont subi des rénovations ou de petits travaux d'agrandissement. Les 75 nouveaux magasins ont ajouté 2,6 millions de pieds carrés de surface de vente au détail (1,9 million en 2001), déduction faite de 58 (62 en 2001) fermetures de magasins. En 2002, la taille moyenne des magasins détenus par la société a augmenté de 5 % pour s'établir à 48 900 pieds carrés (46 400 en 2001) et la taille moyenne des magasins franchisés a augmenté de 2 % pour s'établir à 23 400 pieds carrés (22 900 en 2001).

La société compte soutenir le rythme de ses dépenses en immobilisations en 2003. Les dépenses en immobilisations prévues en 2003 sont estimées à 1,3 milliard de dollars, ce qui comprend approximativement 179 millions de dollars pour des projets en cours que la société s'est effectivement engagée à terminer. En 2003, la société se propose d'ouvrir, d'agrandir ou de rénover plus de 160 magasins détenus par la société et magasins franchisés d'un bout à l'autre du Canada suivant une répartition géographique des investissements similaire à celle de l'exercice précédent. Il devrait en résulter une augmentation nette de la superficie d'environ 2,4 millions de pieds carrés, qui devrait générer une hausse supplémentaire du chiffre d'affaires.

DÉPENSES EN IMMOBILISATIONS ET ACTIVITÉS RELATIVES AUX MAGASINS

	2002	2001	Variation
Dépenses en immobilisations (en millions de dollars)	1 079 \$	1 108 \$	
Superficie en pieds carrés de vente au détail (en millions)	40,4	37,8	7 %
Taille moyenne (en pieds carrés)			
Magasins détenus par la société	48 900	46 400	5 %
Magasins franchisés	23 400	22 900	2 %

FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS DE FINANCEMENT En 2002, les flux de trésorerie liés aux activités de financement ont totalisé 245 millions de dollars comparativement à 352 millions de dollars en 2001. Au cours du premier trimestre de 2002, la société a émis 200 millions de dollars de BMT 6,85 % échéant en 2032 en vertu de son prospectus préalable de base de 2001; au deuxième trimestre, elle a remboursé les 61 millions de dollars de débentures, série 8, 10 % puis, au quatrième trimestre, la société a remboursé le billet en fourchette AB 6,20 % de 10 millions de dollars arrivé à échéance. Postérieurement à la fin de l'exercice, la société a émis 200 millions de dollars de BMT 6,54 % échéant en 2033.

Au cours de 2001, la société a émis les 440 millions de dollars de BMT restants en vertu de son prospectus préalable de base de 2000. Pendant le premier trimestre de 2001, la société a déposé un autre prospectus préalable de base visant l'émission d'un maximum de 1,5 milliard de dollars de BMT, en vertu duquel elle a émis 600 millions de dollars de BMT en 2001. En 2001, la société a remboursé les 100 millions de dollars de débentures de Provigo inc. et les 100 millions de dollars de BMT, 7,34 % à leur échéance de même que les 50 millions de dollars de débentures série 5, 10 %.

Le produit de ces émissions de BMT a servi à rembourser des effets commerciaux à court terme et à rembourser d'autres dettes à long terme.

La société a l'intention de renouveler son offre publique de rachat dans le cours normal des activités (« OPRCNA ») dans le but d'acquérir à la Bourse de Toronto, ou de conclure des contrats à terme de capitaux propres dans le but d'acquérir, jusqu'à 5 % de ses actions ordinaires en circulation. Considérant le cours que ses actions ordinaires pourraient atteindre, la société est d'avis que leur rachat s'avérerait une utilisation de fonds intéressante et judicieuse compte tenu des avantages éventuels pour le reste des actionnaires. En 2002, la société a acquis aux fins d'annulation 309 000 (12 600 en 2001) de ses actions ordinaires au prix de 17 millions de dollars (1 million de dollars en 2001) et a conclu des contrats à terme de capitaux propres visant l'achat de 390 100 (601 600 en 2001) de ses actions ordinaires conformément à son OPRCNA.

Postérieurement à la fin de l'exercice, la société a acquis aux fins d'annulation 730 000 de ses actions ordinaires au prix de 41 millions de dollars et a conclu des contrats à terme de capitaux propres visant l'achat de 1 103 500 de ses actions ordinaires, au prix moyen à terme de 56,39 \$, d'une durée initiale de 10 ans, conformément à son OPRCNA.

PROSPECTUS PRÉALABLE DE BASE (en millions de dollars)	Date des prospectus préalables de base	
	2001	2000
En 2000 émission de BMT de		560 \$
En 2001 émission de BMT de	600 \$	440
En 2002 émission de BMT de	200	
Émission totale en vertu d'un prospectus préalable de base	800 \$	1 000 \$
Limite d'émission de BMT	1 500 \$	1 000 \$
BMT pouvant être émis à la fin de l'exercice 2002 1)	700 \$	

1) Postérieurement à la fin de l'exercice, émission de 200 millions de dollars de BMT.

RISQUES D'EXPLOITATION ET GESTION DES RISQUES

Dans le cours normal des activités, la société est exposée à des risques d'exploitation susceptibles de toucher ses résultats d'exploitation. Ses stratégies opérationnelles et de gestion des risques contribuent à réduire ces risques d'exploitation.

INDUSTRIE ET CONCURRENCE L'industrie de la distribution alimentaire au Canada est un marché changeant et concurrentiel. Les besoins des consommateurs dictent l'évolution de l'industrie qui n'échappe pas aux changements démographiques ni aux tendances économiques, comme l'évolution du revenu disponible, l'accroissement de la diversité ethnique, la sensibilisation à une saine alimentation et le temps disponible. Au cours des dernières années, les consommateurs ont exigé une meilleure qualité, une valeur accrue et une plus grande commodité. La société surveille sa part de marché et le marché au détail et remaniera ses stratégies opérationnelles, en démenageant notamment des magasins, en convertissant une bannière à une autre, en révisant les prix et en modifiant l'assortiment de produits et ses programmes de mise en marché. Le programme des marques contrôlées de la société lui confère un avantage concurrentiel appréciable, notamment *le Choix du Président*, *PC*, *le Choix du Président Biologique*, *sans nom*, *Formats Club*, *PRODUIT VERT*, *BON AU POSSIBLE* et *EXACT*. Ces marques fidélisent la clientèle en lui fournissant une valeur supérieure, tout en assurant une certaine protection contre les stratégies de fixation des prix des produits de marque nationale.

Les récents changements dans l'industrie se traduisent par l'arrivée sur le marché de concurrents non traditionnels, comme les entreprises de marchandisage de masse et les clubs-entrepôts, qui continuent d'enrichir leurs assortiments avec des produits que l'on trouve habituellement dans les supermarchés. Afin de pouvoir se défendre efficacement contre la concurrence, la société met en place et exploite de nouveaux rayons et services qui s'ajoutent en complément des produits habituels des supermarchés et elle élargit son éventail d'articles et de services non alimentaires.

La société conserve un large portefeuille de biens immobiliers et, lorsqu'elle le juge pratique, applique une stratégie consistant à faire l'acquisition des emplacements sur lesquels se situeront les futurs magasins. Cette façon de procéder améliore la souplesse opérationnelle de la société. À la fin de l'exercice 2002, elle possédait 63 % (62 % en 2001) de la superficie en pieds carrés des magasins détenus par la société.

Les consommateurs peuvent vivre une expérience unique en goûtant aux saveurs simples et fraîches inspirées de l'authentique cuisine italienne grâce aux produits *Splendido le Choix du Président*, dont bon nombre sont importés directement d'Italie.

Chaque jour, les gens adoptent les articles de confiance *sans nom* pour leur qualité et leur valeur. Tous ces articles aux emballages iconiques jaunes se retrouvent dans le garde-manger de nombreux foyers canadiens.



La société sonde constamment les marchés dans lesquels elle exerce des activités, et elle pénétrera de nouveaux marchés et examinera des acquisitions, lorsque des occasions se présenteront. La société se retirera également d'un marché en particulier et réaffectera les actifs ailleurs lorsque son avantage stratégique le commande.

La société a adopté une stratégie d'accroissement de la rentabilité dans chacun de ses marchés en utilisant une approche multi-formats. En exerçant avec succès des activités partout au Canada, soit dans les magasins détenus par la société, les magasins franchisés et dans les magasins associés et en desservant des comptes indépendants, la société pratique une stratégie qui consiste à atténuer et à pondérer son exposition aux risques économiques et sectoriels régionaux.

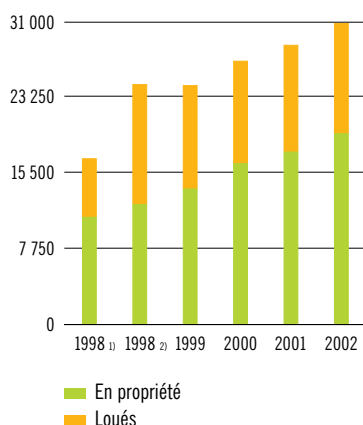
SAISONNALITÉ Les activités de la société relatives aux produits alimentaires sont touchées à divers degrés par certaines périodes fériées dans le courant de l'année, notamment au chapitre du niveau des stocks, du volume des ventes et de l'assortiment des produits. Comme la société accroît son assortiment de marchandise générale, elle pourrait augmenter le nombre de produits saisonniers qu'elle offre et, par conséquent, ses activités pourraient être plus exposées à des fluctuations saisonnières.

FOURNISSEURS DE SERVICES INDÉPENDANTS Les *Services financiers le Choix du Président* sont fournis par Amicus Bank, membre du groupe de sociétés de la CIBC. La Banque PC a recours à des fournisseurs indépendants pour les services de traitement des transactions par cartes de crédit, l'exploitation de centres d'appel et la surveillance de crédit et des fraudes pour la carte MasterCard des *Services financiers le Choix du Président*. Afin de réduire le risque opérationnel, la Banque PC et la société gèrent activement leurs relations avec tous les fournisseurs indépendants et elles demeurent vigilantes. La Banque PC a mis sur pied une politique sur la gestion des fournisseurs, qui a été approuvée par le Conseil d'administration, et elle fait régulièrement rapport au Conseil sur la gestion des fournisseurs et l'évaluation des risques.

En outre, les produits de marques contrôlées de la société sont fabriqués par des fournisseurs indépendants en vertu d'un contrat. Les fournisseurs doivent respecter des normes de qualité supérieure.

RÉGIMES DE RETRAITE, AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI Dans le but de mesurer les obligations et les charges découlant des régimes de retraite, des avantages complémentaires de retraite et des avantages postérieurs à l'emploi, la société est tenue d'établir diverses hypothèses actuarielles, notamment l'estimation à long terme du taux de rendement prévu des actifs des régimes de retraite, du taux d'actualisation et du taux de croissance des coûts prévus pour les soins de santé. Comme ces hypothèses sont par nature prospectives et à long terme, les résultats réels à court terme pourraient différer.

Magasins détenus par la société
En propriété par rapport à loués
(en milliers de pieds carrés)



- 1) Compte non tenu des acquisitions
- 2) Compte tenu des acquisitions, compte non tenu des aliénations de 1999

Le tableau suivant indique les hypothèses économiques clés utilisées aux fins du calcul des obligations au titre des prestations constituées et des charges connexes en 2003. L'analyse de sensibilité présentée dans le tableau devrait être examinée avec prudence en raison de sa nature hypothétique. La sensibilité de chaque variable clé a été calculée indépendamment de tout changement apporté à d'autres variables clés. Il est possible que les résultats réels entraînent des changements simultanés d'un certain nombre d'hypothèses clés. Les changements apportés à un facteur peuvent entraîner des changements à un autre facteur, ce qui est susceptible d'amplifier ou de réduire certaines sensibilités. L'incidence de tels changements est atténuée grâce à l'amortissement des gains ou des pertes actuariels, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada.

(en millions de dollars, sauf indication contraire)	Régimes de retraite		Autres régimes	
	Obligations au titre des prestations constituées	Charges au titre des prestations	Obligations au titre des prestations constituées	Charges au titre des prestations
Taux de rendement prévu à long terme des actifs des régimes		8,0 %		
Incidence : 1 % d'augmentation		(6)\$		
1 % de diminution		6 \$		
Taux d'actualisation	6,5 %	6,5 %	6,2 %	6,2 %
Incidence : 1 % d'augmentation	(101)\$	(14)\$	(17)\$	(2)\$
1 % de diminution	116 \$	20 \$	19 \$	2 \$
Taux de croissance des soins de santé 1)			9,0 %	9,0 %
Incidence : 1 % d'augmentation			18 \$	4 \$
1 % de diminution			(16)\$	(3)\$

1) Tendence jusqu'à atteindre 5,0 % en 2010 pour demeurer à ce niveau par la suite.

Pour l'exercice 2003, la société a supposé un taux de rendement à long terme prévu de 8,0 % (8,0 % en 2002) sur les actifs des régimes, établi en fonction de la composition des actifs et de la gestion active des actifs des régimes de retraite. À la fin de l'exercice 2002, les actifs des régimes de retraite à prestations déterminées de la société affichaient un rendement annualisé de 9,5 % sur 10 ans.

Au cours des trois dernières années, la piètre performance des marchés des capitaux combinée au creux des taux d'intérêt sans précédent depuis 40 ans a eu des répercussions négatives sur la capitalisation des régimes de retraite à prestations déterminées de la société. En 2002, les cotisations de la société à ses régimes de retraite à prestations déterminées se sont élevées à 13 millions de dollars (6 millions de dollars en 2001). En 2003, la société prévoit verser des cotisations d'environ 60 millions de dollars à ses régimes à prestations déterminées. En outre, des cotisations sont également versées à divers régimes interentreprises de retraite à prestations déterminées auxquels environ 54 % des employés de la société et des magasins franchisés participent.

PRIX DE L'ÉLECTRICITÉ En 2002, le gouvernement d'Ontario a déréglementé l'approvisionnement d'électricité. Afin de réduire les risques de hausse des prix de l'électricité, le Conseil a autorisé la société à conclure un contrat à terme d'achat d'électricité de trois ans qui expire en mai 2005. Ce contrat maintient une partie de ses coûts d'électricité au niveau approximatif des tarifs de 2001.

RELATIONS DE TRAVAIL Les concurrents à faibles coûts et dont la main-d'œuvre n'est pas syndiquée constituent une menace constante pour la structure des coûts de la société. Cette dernière est disposée à assumer les coûts à court terme d'une interruption de travail afin de négocier des coûts de main-d'œuvre et des conditions d'exploitation concurrentiels à plus long terme. En 2002, d'importantes négociations de conventions collectives ont encore eu lieu à l'échelle de la société. En 2002, il y avait 71 conventions collectives à négocier dont 49 ont été signées. Au cours de 2002, les négociations collectives ont été ardues et ont mené à deux grèves de courte durée, l'une en Ontario et l'autre, en Saskatchewan, lesquelles ont par la suite été réglées par la signature de conventions de cinq ans et de trois ans respectivement. En 2003, 50 conventions collectives touchant presque 13 000 employés arriveront à terme, dont la plus importante couvre à elle seule environ 7 100 employés. La société poursuivra également les négociations relatives aux 33 conventions reportées de 2000, à 2001 et à 2002. La société entretient de bonnes relations avec ses employés et les syndicats et, bien que cette éventualité ne puisse être écartée, elle ne prévoit aucun problème inhabituel lors de la renégociation des conventions collectives.

DÉVELOPPEMENT DU LEADERSHIP L'expérience et les compétences de l'équipe de direction de la société sont indispensables à ses initiatives et stratégies de croissance. Il est de la plus haute importance que la société veille continuellement au perfectionnement de ses employés. La société a donc mis en œuvre un programme visant à former des leaders compétents à tous les échelons hiérarchiques afin d'assurer la bonne conduite de ses affaires à long terme.

En 2002, la société a annoncé la construction d'un nouvel édifice à Brampton qui réunira huit bureaux des secteurs administratifs et opérationnels du sud de l'Ontario d'ici l'automne 2004. Ce projet peut entraîner un roulement de la main-d'œuvre à court terme.

ASSURANCE La société limite en pratique son exposition aux risques en procédant à l'autoassurance jusqu'à des niveaux appropriés et en souscrivant à des programmes d'assurance intégrés. Les contrats d'assurance couvrent plusieurs années et sont conclus avec des compagnies d'assurance fiables et financièrement stables cotées par A.M. Best Company, Inc. Le programme d'assurance intégré expirera à la fin de 2003. La société collabore activement avec ses assureurs actuels pour négocier un programme couvrant plusieurs années, en plus d'envisager diverses avenues avec d'autres compagnies d'assurance. La société combine des programmes tous risques de prévention des pertes à la gestion active des procédés de traitement des demandes de règlement et des litiges en ayant recours à des professionnels internes et à des experts techniques externes afin de réduire les risques qu'elle conserve.

Outre notre rayon d'épicerie habituel, les consommateurs peuvent profiter de notre section *Formats Club* qui offre un grand choix de produits à des prix et des formats « entrepôt » sans devoir payer de « carte de membre ».

Notre nouveau magasin Maxi à Verdun au Québec procure à sa clientèle « le panier le moins cher » grâce à un vaste éventail de produits qui mettent en évidence notre politique des prix jour après jour.



SÉCURITÉ ALIMENTAIRE Depuis plusieurs années, la société applique des procédures de sécurité alimentaire visant à minimiser de manière proactive les risques alimentaires pour le consommateur. Des programmes de sécurité alimentaire traitent les normes visant la préparation et la manutention sécuritaires des aliments et s'assurent que les mesures d'emballage et les fournisseurs de produits alimentaires respectent des normes sécuritaires; ces programmes veillent également à ce que les meilleures méthodes soient mises en place pour l'entreposage et la distribution des aliments. La société intensifie également sa campagne de sensibilisation auprès des consommateurs sur la manutention et la consommation sécuritaires des aliments. La société a mis en place des procédés de gestion des crises alimentaires, si elles devaient survenir. Ces procédés sont conçus pour identifier les risques et s'assurer que les communications avec les consommateurs sont claires, immédiates et précises et que les produits potentiellement dangereux sont retirés des stocks sur-le-champ.

ENVIRONNEMENT ET SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL La société a des programmes efficaces en matière d'environnement et a établi des politiques destinées à assurer la conformité à toutes les exigences législatives applicables dans ce domaine. À cette fin, la société a procédé à des évaluations des risques liés à l'environnement en faisant appel à des ressources internes et externes, et elle se sert également d'outils de communication pour sensibiliser les employés de tous ses secteurs d'exploitation.

La société s'emploie à être responsable sur les plans social et environnemental et reconnaît que les efforts qu'elle déploie pour assurer sa croissance économique et sa rentabilité afin de faire face aux pressions exercées par la concurrence doivent tenir compte de ses responsabilités en matière de gestion environnementale et d'autres questions d'ordre écologique. Des comités environnementaux à l'échelle de la société se réunissent régulièrement pour surveiller les activités commerciales et s'assurer qu'elles sont exercées de façon responsable. Les exigences en matière de protection de l'environnement n'ont aucune incidence importante sur la situation financière ni sur les résultats d'exploitation de la société, et rien n'indique qu'il puisse en être autrement. La société a un programme de santé et sécurité visant à promouvoir la santé et le bien-être, la sécurité au travail et le respect des lignes directrices internes et publiées par les organismes de réglementation au sujet de la santé et de la sécurité au travail. Ce programme de santé et sécurité est assujéti à des vérifications de la conformité. Les évaluations des risques environnementaux et les vérifications de conformité à l'égard de la santé et sécurité s'avèrent des outils efficaces pour identifier les risques courants et éventuels. Nos résultats démontrent qu'il n'y a aucune question ni risque important à signaler. Le Comité de l'environnement et de santé et sécurité du Conseil reçoit des rapports qui passent en revue les questions en suspens, signalent les nouvelles préoccupations législatives et décrivent les efforts de communication pertinents.

RISQUES FINANCIERS ET GESTION DES RISQUES

Dans le cours normal des activités, la société est exposée à des risques financiers susceptibles de toucher ses résultats d'exploitation. Ces risques de même que les mesures prises pour les minimiser sont décrits ci-après.

La société maintient des centres de trésorerie, qui exercent leurs activités conformément à des politiques et à des lignes directrices approuvées par le Conseil, et portant sur la gestion du financement, des placements, des opérations de change, des capitaux propres et des taux d'intérêt. Les politiques et lignes directrices de la société l'empêchent d'avoir recours à tout instrument financier à des fins de spéculation. Les risques relatifs aux activités de financement de la société comprennent les fluctuations des taux d'intérêt, des taux de change et du cours de ses actions ordinaires. La société a recours aux instruments financiers, en particulier, à des crédits croisés, des swaps de taux d'intérêt et des contrats à terme de capitaux propres afin de minimiser les risques et les coûts associés à ses activités de financement et à ses régimes de rémunération à base d'actions. Voir la note 14 des états financiers consolidés pour obtenir des précisions sur les instruments financiers de la société.

CONTREPARTIE Pour qu'une opération financière soit couronnée de succès, il faut que les deux parties respectent leurs engagements financiers fixés par contrat. La société a cherché à minimiser le risque éventuel lié aux contreparties et les pertes éventuelles en instaurant une politique limitant la conclusion de telles opérations seulement avec des contreparties dont la cote accordée par Standard & Poor's ou Dominion Bond Rating Service est d'au moins A, en limitant les risques auxquels elle peut s'exposer avec une contrepartie donnée et en concluant des conventions cadres de compensation avec ses contreparties. Ces conventions lui accordent le droit reconnu par la loi de régler différentes opérations avec la même contrepartie sur une base nette.

CRÉDIT L'exposition de la société au risque de crédit découle principalement des sommes à recevoir sur cartes de crédit de la Banque PC. Cette dernière gère la carte MasterCard des *Services financiers le Choix du Président* et le programme de fidélisation points PC. La Banque PC accorde du crédit à ses clients détenant une carte MasterCard des *Services financiers le Choix du Président* dans l'intention de les fidéliser et d'accroître la rentabilité de la société. Afin de réduire le risque de crédit qui y est associé, la Banque PC emploie des méthodes d'évaluation du crédit qui sont considérées parmi les meilleures dans l'industrie, gère activement le portefeuille de cartes de crédit et examine les techniques et les procédés technologiques susceptibles d'améliorer l'efficacité de son processus de recouvrement.

DEVICES La société a recours à des crédits croisés pour gérer les risques courants et prévus liés aux fluctuations des taux de change des devises. Ces crédits croisés limitent les risques liés à l'incidence des variations du taux de change sur les actifs nets libellés en dollars américains de la société, principalement des espèces, des quasi-espèces et des placements à court terme.

TAUX D'INTÉRÊT La société a recours à des swaps de taux d'intérêt pour gérer ses risques courants et prévus liés aux fluctuations des taux d'intérêt et à la liquidité du marché. La société surveille constamment la conjoncture du marché et l'incidence des fluctuations des taux d'intérêt sur son portefeuille d'emprunts à taux d'intérêt fixe et à taux variable.

COURS DES ACTIONS ORDINAIRES La société conclut des contrats à terme de capitaux propres pour gérer les risques courants et prévus liés aux fluctuations du coût de rémunération à base d'actions découlant des variations du cours de ses actions ordinaires. La valeur de ces contrats à terme change selon le cours des actions ordinaires sous-jacentes et se traduit par la compensation partielle des fluctuations du coût de rémunération à base d'actions de la société.

CONVENTIONS COMPTABLES MISES EN ŒUVRE EN 2002

Le 30 décembre 2001, la société a mis en œuvre deux nouvelles normes comptables canadiennes, soit le chapitre 3870 « Rémunérations et autres paiements à base d'actions » et le chapitre 3062 « Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels » (voir la note 1 afférente aux états financiers consolidés). L'effet cumulatif de l'application de la norme du chapitre 3870 a été une réduction nette des bénéfices non répartis de 25 millions de dollars (80 millions de dollars, déduction faite d'impôts futurs à récupérer de 23 millions de dollars et de l'incidence de la juste valeur de contrats à terme de capitaux propres de 32 millions de dollars). En vertu du chapitre 3062, il n'est plus requis d'amortir l'écart d'acquisition; il faut appliquer un test de dépréciation annuel à sa valeur comptable. La société a procédé aux tests de dépréciation annuels des écarts d'acquisition et a déterminé qu'il n'y avait pas de dépréciation de leur valeur comptable. Si cette nouvelle norme avait été appliquée aux résultats de 2001, le bénéfice net aurait été plus élevé de 43 millions de dollars et le bénéfice net de base par action ordinaire aurait augmenté de 16 cents.

CONVENTIONS COMPTABLES FUTURES

L'Institut Canadien des Comptables Agréés (« l'ICCA ») a émis plusieurs nouvelles prises de position comptable, dont certaines font l'objet d'un examen, et que la société sera tenue d'appliquer à l'avenir. La société surveille attentivement les modifications des conventions comptables et évalue leur incidence, le cas échéant, sur ses états financiers consolidés.

- Note d'orientation concernant la comptabilité NOC-14, « Informations à fournir sur les garanties » qui exige que le garant fournisse des informations substantielles sur les garanties données, sans égard à la probabilité que le garant soit tenu de verser des paiements en vertu de ces garanties; les exigences de cette note d'orientation s'ajoutent à celles du chapitre 3290, « Éventualités ». Cette note d'orientation entre en vigueur pour les périodes intermédiaires et les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2003, et sera mise en application dès le premier trimestre de 2003.
- Chapitre 3063 « Dépréciation d'actifs à long terme » et chapitre 3475 révisé « Sortie d'actifs à long terme et abandon d'activités ». Le chapitre 3063 établit des normes de constatation, de mesure, de présentation et d'information applicables à la dépréciation d'actifs à long terme destinés à être utilisés et il doit être appliqué pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2003. La société a l'intention de mettre en application le chapitre 3063 au premier trimestre de 2004. Le chapitre 3475 révisé définit les normes de constatation, de mesure, de présentation et d'information applicables à la sortie d'actifs à long terme, y compris les normes de présentation et d'information applicables aux activités abandonnées. Ce chapitre s'applique aux activités de sortie réalisées après le 1^{er} mai 2003.
- Note d'orientation concernant la comptabilité NOC-13, « Relations de couverture ». Cette note d'orientation porte sur l'identification, la désignation, la documentation et l'efficacité des relations de couverture aux fins de l'application de la comptabilité de couverture. Cette note d'orientation fait l'objet d'un examen par l'ICCA et sera republiée. La date de mise en application a été reportée aux exercices ouverts à compter du 1^{er} juillet 2003.
- Projet de note d'orientation « Consolidation des entités ad hoc ». Ce projet de note d'orientation établit les principes qui serviront à déterminer quand une entité doit intégrer les activités d'une entité ad hoc dans ses états financiers consolidés. Ce projet de note d'orientation est également examiné par l'ICCA et devrait être republié.
- Exposé-sondage modifiant le chapitre 3870 « Rémunérations et autres paiements à base d'actions ». Les modifications proposées exigeraient la comptabilisation des charges liées aux opérations au titre des rémunérations à base d'actions de tous les employés et élimineraient l'option en cours visant à présenter l'incidence de telles opérations sur le bénéfice net et sur le bénéfice net par action pro forma. Ces modifications entreraient en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2004.

PERSPECTIVES

La société a connu un autre exercice prospère en 2002 et a su maintenir une situation financière solide et des flux de trésorerie appréciables tout en poursuivant son programme annuel de dépenses en immobilisations de 1,1 milliard de dollars. La direction est d'avis que la vigueur financière de la société et le déploiement stratégique de ses ressources financières lui permettront de continuer à mettre en œuvre avec succès ses stratégies opérationnelles et financières. La société prévoit poursuivre son programme de dépenses en immobilisations par l'ajout de nouveaux magasins, la rénovation et l'expansion d'autres magasins et continuer d'investir dans son réseau d'entrepôt et de distribution. Nous prévoyons que l'année 2003 sera également une année fructueuse pour la société.

INFORMATION FINANCIÈRE TRIMESTRIELLE

Sommaire de l'information financière trimestrielle sélectionnée. Chaque trimestre représente une période de 12 semaines, à l'exception du troisième trimestre qui comprend 16 semaines.

		Premier trimestre	Deuxième trimestre	Troisième trimestre	Quatrième trimestre	Total
RÉSULTATS D'EXPLOITATION (EN MILLIONS DE DOLLARS)						
Chiffre d'affaires	2002	4 951 \$	5 308 \$	7 178 \$	5 645 \$	23 082 \$
	2001	4 545 \$	4 985 \$	6 703 \$	5 253 \$	21 486 \$
BAIIA	2002	313 \$	354 \$	455 \$	535 \$	1 657 \$
	2001	274 \$	309 \$	393 \$	475 \$	1 451 \$
Bénéfice d'exploitation	2002	234 \$	274 \$	346 \$	449 \$	1 303 \$
	2001	204 \$	239 \$	296 \$	397 \$	1 136 \$
Intérêts débiteurs	2002	34 \$	39 \$	50 \$	38 \$	161 \$
	2001	38 \$	35 \$	51 \$	34 \$	158 \$
Impôts sur les bénéfices	2002	74 \$	86 \$	108 \$	146 \$	414 \$
	2001	63 \$	79 \$	94 \$	136 \$	372 \$
Bénéfice net	2002	126 \$	149 \$	188 \$	265 \$	728 \$
	2001	93 \$	115 \$	138 \$	217 \$	563 \$
BÉNÉFICE PAR ACTION ORDINAIRE (EN DOLLARS)						
De base						
Bénéfice net	2002	0,46 \$	0,54 \$	0,68 \$	0,96 \$	2,64 \$
	2001	0,34 \$	0,41 \$	0,50 \$	0,79 \$	2,04 \$
Bénéfice avant les charges au titre des écarts d'acquisition	2002	0,46 \$	0,54 \$	0,68 \$	0,96 \$	2,64 \$
	2001	0,38 \$	0,45 \$	0,55 \$	0,82 \$	2,20 \$
Dilué						
Bénéfice net	2002	0,46 \$	0,53 \$	0,68 \$	0,95 \$	2,62 \$
	2001	0,34 \$	0,41 \$	0,50 \$	0,78 \$	2,03 \$
Bénéfice avant les charges au titre des écarts d'acquisition	2002	0,46 \$	0,53 \$	0,68 \$	0,95 \$	2,62 \$
	2001	0,38 \$	0,45 \$	0,55 \$	0,81 \$	2,19 \$